

Chaque mois, le département Questions sociales du Centre d'analyse stratégique propose une sélection d'informations, d'innovations et d'expérimentations venues d'ailleurs. Elle ne prétend nullement couvrir de manière exhaustive l'actualité sociale internationale, ni contribuer à leur transposition dans le contexte hexagonal. Elle est constituée de choix délibérément subjectifs effectués par les chargés de mission du département dans le cadre de leurs recherches et de leurs rencontres. Que ces informations suscitent l'adhésion, la prudence ou le rejet, leur vocation est de contribuer à animer le débat sur l'avenir des modèles sociaux.

Vous pouvez naturellement alimenter ce recueil en transmettant toute information que vous jugerez utile au contact suivant : sylvain.lemoine@strategie.gouv.fr

janvier 2011

► La curiosité du mois



Un évènement intéressant qui a fait débat au Canada : l'ouverture d'une **école réservée aux « Afrocanadiens »** à Toronto en 2009 pour les 4-10 ans. L'objectif est de tenter de faire face au niveau élevé d'échec scolaire de la population noire de Toronto. Il s'agit principalement de créer un sentiment d'appartenance à l'établissement scolaire chez les enfants. Le programme sera notamment axé sur la culture et l'histoire africaine, sur l'expérience vécue par ces populations « afrocanadiennes ». Les opposants au projet, en réponse à cette volonté de *self-determination*, parlent d'un retour de la ségrégation. On note qu'il ne s'agit pas de la première expérience de ce type au Canada.

<http://cnews.canoe.ca/CNEWS/Canada/2009/09/02/10714906-sun.html>

<http://www.parentcentral.ca/parent/education/schoolsandresources/article/966172--more-consultation-needed-on-africentric-school-director-says>

► La couverture des risques sociaux

Famille



Le *Toronto Star* publiait en novembre dernier un article sur la popularité grandissante des méthodes de « **babysigns** » au Canada. Très en vogue aux USA, ces techniques consistent en l'apprentissage d'un langage des signes afin que les bébés qui ne peuvent pas encore parler puissent mieux communiquer avec leurs parents. Divers programmes franchisés pour apprendre ce langage existent et les méthodes sont aussi utilisées dans certains services de garde. L'*American Academy of Pediatrics* a par ailleurs récemment rendu un avis favorable sur l'utilisation du *babysigns*.

<http://www.parentcentral.ca/parent/babiespregnancy/babies/article/884295--baby-signs-of-the-times>



L'effondrement du mariage toucherait désormais les classes moyennes : rapport alarmiste du *National Marriage Project* et du *Center for Marriage and Families*.

Nouveauté aux États-Unis : selon ce rapport récent, les pauvres ne sont plus les seuls touchés, à grande échelle, par le choix du non-mariage et par le divorce. Ce serait un indice supplémentaire de la **dualisation de la société américaine** (riches/pauvres) et de **l'effondrement des repères** et des valeurs communs, sans parler du **coût social** (échec scolaire, allocations, violence, etc.) d'un tel phénomène.

http://www.virginia.edu/marriageproject/pdfs/Union_11_12_10.pdf

(graphiques pages 19 et suivantes)

Les formulaires du Département d'État pour les demandes de passeport ne comportent plus les rubriques « père » et « mère » du demandeur, mais celles de « mère ou parent 1 » et de « père ou parent 2 ». Cette mesure symbolique est une satisfaction pour les associations gay et une défaite pour les associations de défense de la famille traditionnelle.

http://washington.blogs.liberation.fr/great_america/2011/01/m%C3%A8re-et-p%C3%A8re-perdent-leur-sexe.html



Une initiative parlementaire a été déposée afin d'**assouplir le droit à l'adoption**. Pour certains, le caractère strict de l'actuelle loi explique en grande partie la forte diminution du nombre d'adoptions dans ce pays. En effet, le texte exige des époux qu'ils soient mariés depuis au moins cinq ans ou qu'ils aient tous deux 35 ans révolus (contre 28 ans en France et 25 ans en Allemagne). Ces exigences ne correspondraient pas aux modes de vie actuels. Pour les opposants, le mariage et l'âge restent les meilleurs indicateurs de la stabilité des futurs parents et une telle initiative **ouvrirait la porte à l'homoparentalité**. Rappelons qu'en Suisse, depuis 2007, une votation a permis aux cantons de mettre en place des contrats de partenariat enregistré. Ces contrats ouvrent aux couples homosexuels certains droits et protections analogues à ceux des hétérosexuels mariés (statut de parents-proches, imposition commune, indivision des biens, etc), sans toutefois permettre l'adoption, la procréation médicalement assistée et l'octroi du même nom de famille.

<http://www.tdg.ch/actu/suisse/assouplir-criteres-adopter-2011-01-02>

Santé



Entrée en vigueur de la réforme sur le marché du médicament (*Arzneimittelmarktneuordnungsgesetz*). Au moment de l'achat de leurs médicaments en pharmacie, les patients peuvent désormais choisir de garder la prescription initiale du médecin ou se voir fournir d'autres médicaments moins onéreux (logique des génériques). Dans le premier cas, les patients paient la différence, l'assurance ne remboursant qu'à la hauteur du médicament le moins cher. Une difficulté majeure de mise en œuvre liée aux spécificités du système de santé allemand : chaque caisse rembourse à hauteur différente les médicaments, selon les accords qu'elle a négociés avec les industries pharmaceutiques. Les pharmaciens ne sont pas à l'heure actuelle en mesure de préciser à l'usager le prix qui restera à sa charge (les caisses n'ont pas suffisamment informé leurs assurés).

<http://www.tagesspiegel.de/wirtschaft/gewohnte-pillen-nur-gegen-gebuehr/3694230.html>



Une proposition intéressante parue dans le *National Post* : l'auteur, directeur d'une unité de réflexion sur les stratégies d'innovation en matière de santé au *Massey College*, propose de mettre en place des **Healthy living vouchers (HLV)**. Il s'agirait de bons monétaires alloués annuellement pour des dépenses permettant de vivre « en meilleur santé » (non médicales), et dont les composantes seraient définies par un individu et son médecin traitant (*primary care provider*). Cette idée a comme point de départ l'échec des campagnes actuelles pour la promotion de l'activité physique ou d'une alimentation saine.

<http://fullcomment.nationalpost.com/2011/01/27/neil-seeman-its-time-for-the-government-to-pay-us-to-stay-healthy/>



De plus en plus d'employeurs, d'assureurs et d'experts politiques prônent la mise en place d'un **système permettant aux entreprises de prendre à leur charge** (en totalité ou en partie) **les frais médicaux de leurs employés relatifs à la prévention sanitaire** (arrêt du tabac, dépistage des cancers, perte de poids, etc.). En 2008, un sondage montrait que 19 % des entreprises de plus de 500 employés étaient prêtes à le faire. Cette « **value-based insurance** » est incluse dans la réforme Obama de la santé (l'éventuelle baisse des coûts de santé à long terme qui en résulterait reste néanmoins impossible à calculer). Cela pourrait être couplé à des systèmes de coaching en entreprise pour inciter les employés à utiliser ces dispositifs (car il semble que la gratuité ne suffise pas). Mais cela pourrait également devenir obligatoire pour les employés (si le système existe dans leur entreprise), sous peine de sanctions ou de contre-incitations financières.

<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/11/29/AR2010112904751.html>



Un projet d'instauration d'une taxe sur la graisse au Danemark : la taxe serait appliquée aux aliments et proportionnelle à leur contenu en graisses. Les opposants questionnent son effet sur la santé et font valoir qu'elle touchera davantage les plus modestes.

<http://www.cphpost.dk/business/business/50733-fat-tax-will-hit-poor-hardest-chamber-warns.html>



Deux hôpitaux privés vont être créés en Islande afin d'accueillir des « touristes médicaux ».

http://icelandreview.com/icelandreview/daily_news/?cat_id=29314&ew_0_a_id=372384



Lucerne est le deuxième canton suisse a décidé de mettre en place une « **liste noire** » **des mauvais payeurs de l'assurance maladie**. Les prestataires de services comme les hôpitaux et les médecins seront tenus de ne prodiguer que les soins d'urgence pour les personnes signalées dans ce répertoire. Cette mesure entrera en application courant 2012.

<http://www.tdg.ch/actu/suisse/lucerne-mauvais-payeurs-ne-soignes-urgence-2011-01-27>

À la suite d'un rapport du Contrôle des Finances, la commission de la santé du National a décidé de modifier la loi sur l'assurance maladie afin de **revoir le mode de rémunération des médecins généralistes**. Actuellement, le tarif médical (Tarmed) est fixé selon le seul caractère économique des prestations : un certain nombre de points tarifaires est attribué en fonction du temps nécessaire, du degré de difficulté, de l'infrastructure requise et du canton. Or les médecins généralistes qui prennent en charge de nombreux patients atteints de maladies chroniques sont pénalisés par cette méthode. La commission veut mettre en place une nouvelle méthode qui tienne compte de **la qualité des prestations** et qui **inclut la morbidité de l'ensemble des patients** de chaque médecin.

<http://www.24heures.ch/remuneration-medecins-generalistes-revu-hausse-2011-01-21>

<http://www.efk.admin.ch/pdf/8381%20Rapport%20fran%C3%A7ais%20d%C3%A9c%202010.pdf>

Dépendance



Le ministre de la Santé Philipp Rösler a annoncé que l'année 2011 serait celle du soin (« Jahre der Pflege »). Tous les experts sont d'accord pour dire que les besoins en soins de long terme doivent être redéfinis, notamment du fait de l'accroissement du nombre des personnes démentes qui sont encore mal prises en charge. Projets : avoir 5 niveaux de dépendance (au lieu des trois actuels) ; améliorer les soins proposés (davantage d'activités stimulantes, etc.) ; rendre attractif les emplois de service à la personne âgée et combler le manque de main-d'œuvre actuel ; compléter le système d'assurance par une assurance privée qui serait rendue obligatoire (les estimations actuelles prévoient un supplément de cotisations de 15 à 20 euros par mois par assuré). Cela supposera aussi de trouver des solutions au problème du manque de médecins dans les zones rurales (les incitations financières ayant montré leurs limites) et celui des files d'attente pour consulter un spécialiste.

<http://www.tagesspiegel.de/politik/suche-nach-rezepten/3686852.html>



L'assurance dépendance ne serait pas rentable pour les compagnies privées d'assurance. MetLife vient d'annoncer qu'il jugeait impossible de proposer ce produit, sauf à augmenter les primes de 44 %. Il n'est pas le seul. Or l'aide publique ne sera pas en mesure de faire face au coût de la dépendance. D'où la tendance à moyen terme : la dépendance sera financée par le capital personnel des bénéficiaires ou des familles.

<http://www.businessweek.com/news/2010-11-11/metlife-halts-sale-of-new-long-term-care-insurance.html>

Logement



Le *Globe and Mail* publiait en janvier un article sur le nombre croissant de familles où plusieurs générations choisissent de vivre sous le même toit (**multi-generational home**). Il semble que ce phénomène soit en augmentation depuis quelques années, les familles faisant ce choix pour des raisons financières, pratiques (aide pour la garde d'enfant, prise en charge des aînés, etc.) ou culturelles. Les municipalités commencent d'ailleurs à en tenir compte dans l'octroi de prestations ou dans les règlements de zonage.

<http://www.theglobeandmail.com/life/family-and-relationships/the-multi-generational-home-makes-a-comeback/article1877264/>

Éducation



Une étude du Daycare Trust¹ montre que **le coût d'une place en établissement d'accueil collectif pour les enfants âgés de plus de deux ans a augmenté deux fois plus vite que les salaires sur la période 2009-2010**. La crèche la plus chère se situe dans la région des Midlands ; les parents y déboursent 11 £ par heure d'accueil de leur enfant. Sur cette base, une prise en charge de 50 heures par semaine revient aussi cher que les frais de scolarité du Collège d'Eton, l'un des plus huppés du Royaume-Uni (28 000 £ par an). Néanmoins, c'est à Londres et dans la région du Sud-est de l'Angleterre que les montants des frais de garde demeurent les plus élevés (environ 6 200 £ par an pour 25 heures hebdomadaires). En moyenne, les parents consacrent un tiers de leur revenu net aux frais de garde, ce qui est la proportion la plus élevée au sein des pays de l'OCDE. Des inquiétudes se font jour sur les risques de retrait du marché du travail pour les mères (arbitrage coût des frais de garde / rémunération perçue) et d'exclusion des familles les plus pauvres, qui ne peuvent plus recourir aux services d'accueil faute de moyens financiers suffisants.

<http://www.guardian.co.uk/society/2011/feb/09/nursery-charges-rise-childcare>

Une équipe du Centre for Evaluation and Monitoring (Cem), de l'université de Durham, montre que **le programme Sure Start a échoué dans son ambition de développer les compétences langagières et de calcul chez les enfants**.

¹ Organisation caritative nationale qui a pour objet de défendre une politique d'accueil de la petite enfance de qualité, accessible pour tous sur tout le territoire et à un coût raisonnable. <<http://www.daycaretrust.org.uk>>

Cette étude, dont un compte rendu a été publié mi-décembre 2010 dans la *Oxford Review of Education*, s'appuie sur le suivi pendant 8 ans, de 2001 à 2008, de 117 000 enfants scolarisés. Elle montre que les compétences en lecture et en calcul, ainsi que la maîtrise du vocabulaire, sont demeurées relativement stables entre ces deux dates. Elle suggère que les programmes de scolarisation précoce devraient être davantage adaptés aux besoins des enfants des milieux sociaux défavorisés.

<http://www.guardian.co.uk/education/2010/dec/14/sure-start-children-early-years?INTCMP=SRCH>

► La promotion du lien social et du « vivre ensemble »

Diversité



Le magazine Macleans consacrait en décembre un long article aux débats sur la forte présence **d'étudiants d'origine asiatique dans les universités canadiennes**. Ce magazine publie annuellement un classement des universités canadiennes qui fait référence. À l'occasion d'une étude réalisée dans le contexte de ce classement, plusieurs étudiants ont exprimé leurs préoccupations quant à la forte présence et à l'intégration des étudiants d'origine asiatique dans les universités. Ces débats sont récurrents aux États-Unis depuis plusieurs années. En effet, dans ce pays, certaines pratiques d'admission dans les universités visent officieusement à limiter le nombre d'étudiants asiatiques, ces derniers étant considérés comme peu intégrés à la vie sociale des universités. Ainsi, les responsables de plusieurs universités canadiennes craignent que les pratiques non officielles de sélection par l'origine ethnique ne se développent au Canada et s'interrogent sur les conséquences de la forte présence de ces étudiants.

<http://www2.macleans.ca/2010/11/10/too-asian/>

En janvier dernier, quatre membres de la *Work Sikh Organization of Canada*, venus présenter leur mémoire relatif au projet de loi 94 se sont vu refuser l'accès au Parlement du Québec parce qu'ils ne voulaient pas se départir de leurs **kirpans**. Des motifs de sécurité ont été invoqués. Cet événement a suscité de vives réactions dans tous le pays. On remarque que cet incident relance un débat récurrent sur la question du port du kirpan au Québec.

<http://www.cbc.ca/canada/montreal/story/2011/01/20/kirpan-ignatieff.html>

<http://jaar.oxfordjournals.org/content/early/2007/10/21/jaarel.lfm064.full.pdf>

À propos du mariage **des personnes de même sexe** : le Canada est un des rares pays où le mariage « homosexuel » est permis. Les personnes en charge de célébrer les unions civiles pouvaient cependant jusqu'à maintenant refuser de célébrer ce type d'union si elle allait à l'encontre de leurs valeurs religieuses. Depuis janvier 2011, la plus haute juridiction de la province de Saskatchewan s'est opposé à cette possibilité en affirmant que le fait de refuser d'unir des personnes de même sexe était une violation de la charte des droits et libertés de la personne.

<http://this.org/blog/2011/01/13/gay-marriage-saskatchewan/>



Le 4 février 2011, le Premier ministre **David Cameron** a prononcé un **discours très controversé sur l'échec du multiculturalisme au Royaume-Uni**, quelques heures seulement avant la tenue d'un des plus grands rassemblements anti-musulmans en Grande-Bretagne (Luton, à 50 km de Londres), à l'initiative d'un mouvement d'extrême-droite, l'English Defence League. Dans son discours à la Conférence sur la sécurité à Munich, M. Cameron a annoncé la **réduction des subventions allouées aux groupes musulmans qui ne respectent pas les valeurs britanniques**. Il a également fait référence à la radicalisation de jeunes musulmans et au recrutement des groupes terroristes parmi eux. Il a insisté sur le fait qu'une **nouvelle conception de la citoyenneté** devait émerger, en considérant qu'il existe un **socle de principes** sur lesquels chacun doit être d'accord : liberté d'expression, liberté de croyance, démocratie, respect de la loi, égalité des droits quelles que soient l'appartenance ethnique ou religieuse et l'orientation sexuelle.

Ce discours sur l'échec de la politique multiculturelle est à **mettre en parallèle avec celui que la chancelière allemande Angela Merkel avait prononcé en octobre 2010** (débat à l'occasion de la publication du livre de Thilo Sarrazin, *Deutschland schafft sich ab / L'Allemagne court à sa perte*).

<http://www.guardian.co.uk/politics/2011/feb/05/david-cameron-attack-multiculturalism-coalition?INTCMP=SRCH>



Le Conseil central islamique suisse (CCIS) vient de mettre en place **des cours de communication spécialement destinés aux musulmans**. Le premier séminaire a été consacré à la « communication interculturelle » et au « fonctionnement des médias ». Objectif : inciter les membres de la communauté musulmane à participer davantage au débat public. L'enjeu, à terme, est d'améliorer l'image des musulmans de Suisse.

<http://www.lematin.ch/actu/suisse/musulmans-soignent-com-371957>

Cohésion sociale



La lutte contre la fraude sociale était l'un des thèmes de campagne du Premier ministre David Cameron. Le Department of Work and Pensions a annoncé ce mois-ci le **recrutement de 200 nouveaux inspecteurs** pour repérer et sanctionner 10 000 fraudes supplémentaires par an. Un système de récompenses pour les agents publics qui fourniront des informations aboutissant à des économies substantielles a été également été évoqué. Un budget supplémentaire de 425 millions de livres sur 4 ans sera consacré à la lutte contre la fraude sociale. **L'économie espérée d'ici 2014-2015 est de 1,4 milliard de livres**.

<http://www.guardian.co.uk/society/2011/feb/01/benefits-fraud-investigators?INTCMP=SRCH>

Égalité réelle des genres



Le vice Premier ministre Nick Clegg a annoncé à la mi-janvier 2011 qu'il entendait **allonger de 5 mois le congé parental des pères**. La proposition consisterait à offrir aux parents un congé parental allant jusqu'à 5 mois et

la possibilité serait offerte aux pères de prolonger le leur de 5 mois supplémentaires, sans restriction particulière (« use it or lose it »). À l'heure actuelle, les pères ont droit à deux semaines de congé après la naissance de l'enfant. Cette proposition fait partie du programme de la coalition gouvernementale et devrait faire l'objet d'une vaste consultation avec les acteurs du monde économique, avant un lancement prévu en 2015. L'annonce de M. Clegg anticipe de quelques mois la mise en place d'une autre réforme, en avril 2011, dont le parti travailliste avait été l'artisan. Les pères pourront prendre jusqu'à six mois de congés, sur le stock de jours non utilisés par les mères ayant repris leur emploi. Cette mesure est considérée par M. Clegg comme n'allant pas assez loin dans l'égalité hommes-femmes.

<http://www.telegraph.co.uk/news/newstoppers/politics/nick-clegg/8262918/Fathers-encouraged-to-take-time-off-with-10-month-paternity-leave.html>

► Divers sujets d'intérêts



Dans le dernier numéro du *Canadian Government Executive Magazine*, le Projet de recherche sur les politiques, homologue canadien du CAS, identifie **11 « enjeux complexes »** que les gouvernements et les fonctionnaires canadiens devraient prendre en considération en 2011. On retrouve parmi ces sujets de préoccupation : l'endettement des ménages ; le multiculturalisme ; les nouvelles technologies traitées notamment sous l'angle du respect de la vie privée ; le partage temps de travail / vie personnelle et ses effets sur la productivité, sur la vie sociale et sur le stress et les dépenses de santé ; le vieillissement de la population.

<http://cge.itincanada.ca/index.php?id=13764&cid=312>



Une initiative visant à **limiter le tourisme de la mort** vient d'être rejetée par le Parlement zurichois. Le texte exigeait que seules des personnes habitant depuis plus d'un an dans le canton puissent bénéficier d'une assistance au suicide. Pour la majorité du Grand Conseil, ce problème du tourisme de la mort doit être réglé au niveau fédéral et non cantonal.

<http://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/30705190>

Des élus de Suisse alémaniques souhaitent **limiter l'accès aux sites pornographiques** sur le web (comme c'est déjà le cas pour les sites pédophiles) dans un souci de protection de l'enfance. L'idée consiste à mettre en place, avec l'aide des fournisseurs d'accès Internet nationaux, un **blocage par défaut** de tous les sites véhiculant des contenus pornographiques. Les usagers devraient alors faire la demande pour qu'un tel accès soit rétabli et préciser les sites autorisés en fonction d'un classement établi (selon l'âge par exemple). Cette idée s'inspire d'un projet du ministre britannique de la Communication.

<http://www.tdg.ch/actu/suisse/udc-veut-protger-jeunes-porno-internet-2011-01-04>

PAYS	REFERENTS
	
	Pierre-Yves Cusset
	
	Virginie Gimbert
	Marie-Pierre Hamel
	Noémie Houard
	Guillaume Malochet
	Marie-Cécile Naves
	Sarah Sauneron

Travaux coordonnés par **Sylvain Lemoine**
sylvain.lemoine@strategie.gouv.fr